

Dire non à l'UE néolibérale

L'Union européenne (UE), telle qu'elle existe, sape les solidarités sociales et les démocraties représentatives organisées au niveau national.
Stop ou encore ?

Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

En 2005, le Collectif solidarité contre l'exclusion avait animé, avec l'association Attac Wallonie-Bruxelles, une plate-forme contre le projet de constitution européenne, alors à l'ordre du jour. L'appel à « dire non » que nous diffusions était motivé par notre opposition à ce projet pour l'Europe « totalement organisé autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence ». Principe qui, disions-nous, « autorise et organise l'attaque contre les services publics, contre les pensions, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne ». (1)

Nous refusons que ce traité constitutionnel soit adopté en notre nom, indiquions-nous :

- ▷ « parce qu'il entérine une vision ultralibérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, fait du « principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée » le guide et la valeur suprême de l'action de l'Union européenne (UE) et interdit ainsi tout véritable débat futur sur ses orientations économiques et sociales ;
- ▷ parce qu'il enterre le projet d'une Europe sociale, notamment en interdisant toute restriction à la libre circulation des capitaux, en confirmant l'indépendance de la Banque centrale européenne, en soumettant toute harmonisation sociale et fiscale à la règle paralysante de l'unanimité, favorisant ainsi la régression sociale, le dumping et les délocalisations ;
- ▷ parce qu'il ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux (droit au travail, droit aux revenus de remplacement, au minimum d'existence, au logement...) comme des droits effectifs dont l'Union européenne doit assurer le respect, mais comme de simples objectifs à atteindre. Il ne reconnaît pas non plus le droit de grève européen ;
- ▷ parce qu'il ne donne pas un cadre satisfaisant pour l'avenir des services publics et au contraire entérine l'offensive menée contre ceux-ci dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), qui vise leur démantèlement ;
- ▷ parce qu'il inscrit l'Union européenne dans une étroite

collaboration avec l'OTAN et l'engage dans une escalade des budgets militaires (...). »

La conclusion de notre appel était malheureusement prémonitoire : « Laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires et de l'extrême droite xénophobe ».

Une démolition de l'État social qui fait le lit de l'extrême droite

Bien que le « non » l'ait emporté aux référendums organisés en France et aux Pays-Bas, le contenu du traité constitutionnel (rebaptisé « traité de Lisbonne ») a néanmoins *in fine* été adopté en 2007, par un tour de passe-passe démocratique auquel l'UE est accoutumée. Depuis lors, l'Union européenne a continué à imposer ce cadrage macro-économique néolibéral.

Avec pour conséquence la démolition progressive de l'État social tel qu'il avait été développé au niveau national depuis la Seconde Guerre mondiale ainsi que le recul ou la quasi disparition des partis sociaux-démocrates (en France, en Italie, aux Pays-Bas, en Grèce...). Ce qui, comme nous l'avions craint, a ouvert un boulevard aux partis d'extrême droite, qui reviennent à l'avant-plan de la scène politique dans de nombreux pays européens (Italie, France, Pays-Bas, Allemagne, Belgique...). Parallèlement l'UE, qui se présentait naguère comme une garante de la paix, se métamorphose en projet militaire, dans le cadre d'une dynamique de confrontation armée inter-impérialiste avec la Russie, si pas avec la Chine.

Aujourd'hui, alors que l'UE avait suspendu son carcan austéritaire sur les finances publiques des États durant les crises du Covid et de l'énergie, elle entend le réinstaurer et imposer aux États de nouvelles cures d'austérité. Selon les estimations qui circulent, les nouvelles règles budgétaires européennes qui viennent d'être adoptées (avec le soutien du gouvernement De Croo) imposeraient une diminution des déficits budgétaires publics de 5 % du PIB d'ici 2031, soit environ 30

**Conditionner
les adhésions à
un renforcement
des normes de
protection sociale**

milliards d'euros. Chaque année, il faudra « trouver » 4,4 milliards supplémentaires, via la hausse des recettes ou la réduction des dépenses. Les idées avancées par M. De Wever donnent un avant-goût de ce que cela pourrait signifier : « *Nous voulons économiser des milliards sur les prestations sociales : les revenus d'intégration ont été augmentés de 12% au-dessus de l'index, de sorte qu'ils peuvent maintenant avaler quelques sauts d'index. Les pensions les plus élevées augmenteront moins vite et nous voulons abolir la péréquation de celles des fonctionnaires.* ». (2)

Le premier positionnement que nous avons demandé aux partis politiques concernant les politiques européennes a donc trait à leur refus ou leur acceptation de cette politique de « gouvernance budgétaire » austéritaire de l'UE ainsi qu'à l'autonomie de la Banque centrale européenne (BCE), qui s'oppose à sa mise au service de politiques de relance.

Détachement, élargissement, libre échange

Nous avons également interpellé les partis par rapport au maintien de l'organisation du détachement intra-européen des travailleurs, qui organise l'envoi temporaire des travailleurs par une entreprise pour effectuer un travail dans un autre pays de l'UE. Un système scandaleux qui organise à la fois l'exploitation des travailleurs détachés (cadences inhumaines, salaires minimaux...) et la mise en concurrence des travailleurs nationaux avec ceux-ci dans des conditions qui cassent le niveau des salaires.

Actuellement neuf États sont officiellement candidats à l'adhésion : l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Macédoine du Nord, la Moldavie, le Monténégro, la Serbie, l'Ukraine et la Turquie. Ces pays ont un PIB par habitant qui va d'environ 3.400 dollars (pour l'Ukraine, 40.000.000 d'habitants) à 13.400 dollars (pour la Turquie, 85.000.000 d'habitants), tandis que le PIB par habitant dans l'UE actuelle est d'environ 35.000 dollars. Les conséquences prévisibles de ces adhésions (si elles aboutissent) sur les salaires, les délocalisations d'entreprises et les protections sociales au niveau de l'UE paraissent peu réjouissantes. Nous avons donc demandé aux partis s'ils étaient prêts à conditionner les nouvelles adhésions à un renforcement des normes de protection sociale au niveau de l'UE ou à une augmentation du niveau de vie dans les pays candidats.

Enfin, vu l'absurdité manifeste qu'il y a à imposer des normes environnementales aux productions au sein de l'UE si les mêmes produits peuvent être importés en dépit du non-respect de ces normes à partir d'un pays tiers, nous avons demandé aux partis s'ils étaient ouverts à l'introduction de clauses sociales et environnementales dans les accords de libre échange ainsi qu'à la mise en place de droits de douane qui tiennent compte de critères sociaux et écologiques. □

(1) « Dire non au traité constitutionnel pour construire une autre Europe ! », Journal du Collectif n°47, janvier 2005.

(2) L'Écho, 30.04.2024.

Faire primer les politiques sociales et écologiques au niveau de l'UE

2024 : nos priorités, leurs programmes. Les six partis francophones se sont positionnés par rapport à nos propositions en matière de politique européenne.

Votre parti est-il prêt à... Ci-dessous les réponses des six partis francophones à une sélection de propositions qui nous paraissent pertinentes pour enrayer la casse sociale et écologique organisée par les politiques néolibérales de l'UE.

① **Mettre fin au pacte de stabilité et de croissance et abroger les règles budgétaires des 3 % de déficit et des 60 % de dette, modifier les missions et les statuts de la BCE pour lui permettre de prêter directement aux États et la placer sous contrôle démocratique pour en faire un outil politique au service de l'intérêt général avec des objectifs écologiques et sociaux et non plus axés uniquement sur la maîtrise de l'inflation.**

PS : Le PS s'est opposé à la modification du pacte de stabilité et de croissance. En plus de maintenir les règles budgétaires des 3% de déficit et de 60% de dette, ce pacte est problématique en ce qu'il n'immunise pas

véritablement l'ensemble des investissements nécessaires pour la réalisation d'une transition juste et des dépenses sociales. Le PS soutient également la nécessité de placer sous contrôle démocratique la BCE, et de mieux intégrer la transition climatique dans les missions de celle-ci. De manière plus globale, il est nécessaire de mettre la réglementation bancaire au service de la transition écologique.

Pour le MR un budget sain est un prérequis

MR : Le MR n'est pas d'accord avec ces propositions. Un budget financier sain et solide est un prérequis à la poursuite de l'unité de l'Europe et de sa capacité



L'UE continue à prôner le dogme libéral du libre-échange.

⇒ d'aide, ainsi qu'à la réalisation de ses politiques internes comme externes.

Ecolo : Oui, notre parti se bat pour réformer le pacte de stabilité et de croissance, notamment en instaurant un traitement préférentiel pour les investissements liés à la transition écologique et solidaire et en abrogeant les normes numériques de réduction de la dette. Nous souhaitons par ailleurs verdir et démocratiser la BCE en inscrivant la lutte contre le réchauffement climatique dans son mandat, en conditionnant le refinancement des banques à ce qu'elles font pour la transition écologique (*dual interest rates*) et en prônant le transfert direct et non remboursable de monnaie centrale aux États pour autant que celle-ci soit affectée à des investissements dans la transition écologique. (1)

PTB : Nous nous opposons aux anciennes et aux nouvelles règles budgétaires européennes. En Europe, nous pourrions faire beaucoup plus ensemble. Mais pour relever nos grands défis structurels, nous avons besoin d'une Europe radicalement différente. Nous voulons des plans d'investissement public. Malheureusement, les traités européens ont enfermé les États membres dans une logique d'austérité. Il faut rompre avec cette logique. Nous voulons des services publics de qualité et un programme climatique ambitieux. Nous voulons une Europe où les citoyens décident vraiment et où les travailleurs sont protégés du *dumping* social.

Nous utilisons les fonds européens à des fins sociales

et environnementales et refusons l'expansion d'une économie de guerre. Il n'est plus acceptable que la principale institution monétaire de la zone euro soit presque totalement détachée de tout contrôle démocratique. Cette institution se range invariablement du côté des grands groupes de capitaux, plutôt que du côté des citoyens européens. Nous avons besoin d'une politique totalement transparente et démocratique qui puisse fournir les fonds nécessaires pour rendre enfin possibles les investissements sociaux dont nous avons tant besoin.

Les Engagés : Nous voulons réviser d'urgence le Pacte de stabilité européen pour distinguer les déficits liés à des dépenses d'investissement et ceux liés à des dépenses de consommation, et adapter les règles budgétaires à la spécificité des dépenses d'investissement. Nous souhaitons modifier les critères pris en compte au niveau européen, plutôt que d'abroger les règles existantes.

Défi : Non: une maîtrise des déficits et des dettes reste nécessaire, mais l'objectif de 60% est irréaliste et l'objectif de déficit doit exclure les dépenses d'investissements.

② Supprimer les possibilités de détachement intra-européen de travailleurs. Refuser tout élargissement de l'UE à des pays dont le PIB/habitant est inférieur à la moyenne européenne.

Concernant l'élargissement, le PS estime qu'il doit aller de pair avec un approfondissement au niveau politique et social

PS : Le PS souhaite limiter la période de détachement classique en Belgique à six mois, soumettre les entreprises faisant appel à des travailleurs détachés à l'ensemble des conditions de travail applicables en Belgique et prévoir le paiement des cotisations de Sécurité sociale dans le pays de détachement.

MR : La liberté de circulation des travailleurs fait partie des acquis européens. Il importe cependant de continuer à lutter contre le *dumping* social. En matière d'élargissement, le respect des critères d'adhésion reste une condition *sine qua non* pour que tous les pays candidats progressent sur la voie de l'adhésion. [...]. Il est essentiel de soutenir le développement de ces pays afin qu'ils puissent obtenir le statut de candidat, stabiliser la région, favoriser l'intégration et contrer les efforts néfastes de la Russie et de la Chine. L'élargissement de l'Union européenne serait ainsi bénéfique d'un point de vue politique, économique et sécuritaire.

Ecolo : Notre parti soutient le processus d'adhésion et d'intégration des pays candidats à l'adhésion de l'UE.

Toutefois, cette adhésion doit se faire moyennant le respect des critères d'adhésion et d'intégration, notamment économiques. Ces derniers requièrent du pays candidat une stabilité économique et la capacité à faire face à la pression concurrentielle du marché unique de l'UE. Ce critère nous semble plus englobant et pérenne comme boussole pour accepter/refuser l'élargissement, que le critère du PIB/habitant. Pour notre parti, il est surtout fondamental de prévenir le *dumping* social intra-européen.

PTB : Le *dumping* social est très répandu en Europe. Le secteur de la construction importe de la main-d'œuvre temporaire bon marché pour faire baisser les salaires. Des entreprises comme Ryanair abusent ouvertement des libertés économiques européennes pour saper les systèmes sociaux. Cela va à l'encontre du progrès que la coopération européenne devrait apporter. C'est pourquoi nous introduisons le principe de non-régression : seules les mesures garantissant des progrès sociaux, démocratiques et environnementaux seront acceptées. Les meilleures pratiques suivent, pas les pires. Cela commence par un salaire égal pour un travail égal. Le salaire et le taux de cotisations sociales qui s'appliquent sont ceux du pays où le travailleur travaille : la fameuse « *lex loci laboris* ». (2) [...]

L'Agence européenne pour l'emploi et les inspections nationales doivent être dotées de ressources suffisantes à cette fin. Un contrôle strict par une inspection sociale forte sera une priorité dans chaque État membre européen : dans les pays d'origine et dans les pays où le travail est effectué. L'inspection sociale impliquera structurellement les syndicats dans ce contrôle. En cas d'infraction, des sanctions strictes seront imposées pour faire comprendre que l'exploitation et le *dumping* social sur les chantiers de construction ne seront plus tolérés. Nous allons également élargir les possibilités pour les syndicats de contrôler la sécurité et les conditions de travail sur les chantiers de construction. Actuellement, les représentants des travailleurs au sein des comités d'entreprise ne peuvent pas poser de questions sur les travailleurs sous-traitants. Les délégués voient et entendent ce qui se passe sur les chantiers, mais ne sont pas autorisés à dénoncer les abus. Cela doit changer.

Les Engagés : Nous ne cherchons pas explicitement à supprimer les possibilités de détachement intra-européen de travailleurs ni à refuser l'élargissement de l'UE sur la base du critère du PIB/habitant. Cependant, nous envisageons de retirer ou de geler le statut d'État candidat aux États qui régressent dans le respect des critères de Copenhague, notamment en matière de respect des droits fondamentaux ou d'État de droit. Nous souhaitons également un renforcement des contrôles et des sanctions en cas de *dumping* social.

Ecolo soutient le processus d'adhésion et d'intégration des pays candidats

DÉFI : Non.

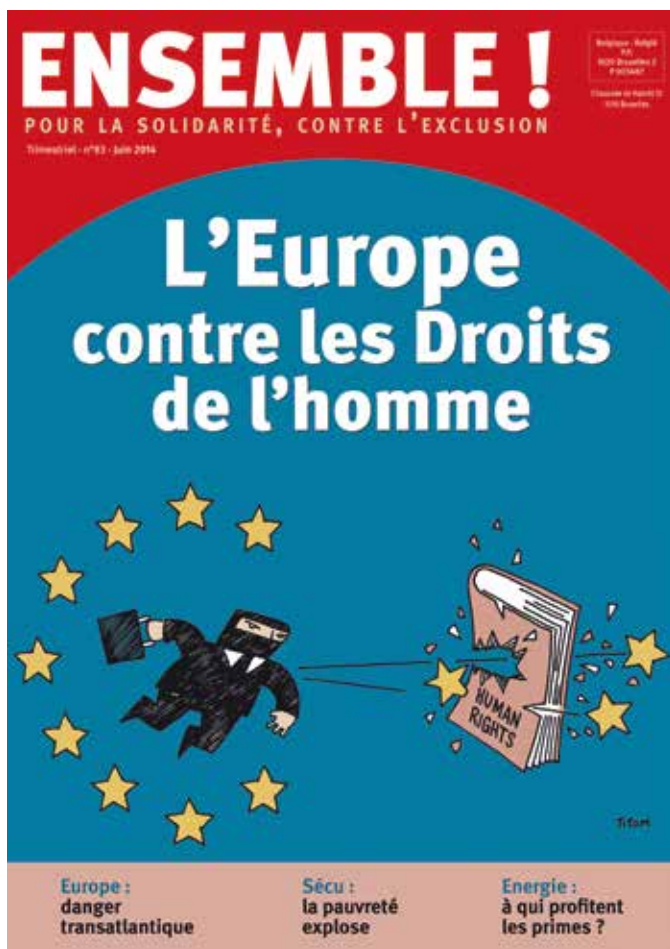
③ Utiliser le droit de veto de la Belgique et des régions, par exemple pour refuser tout nouvel accord de libre-échange et tout nouvel élargissement sans harmonisation sociale, fiscale et environnementale à la hausse préalable au niveau de l'UE.

PS : Le PS propose de conditionner la ratification des accords de commerce à la présence de normes sociales et environnementales contraignantes assorties d'un mécanisme de sanction. Concernant l'élargissement, il doit aller de pair avec un approfondissement au niveau politique et social pour garantir l'application de règles du jeu équitables et le respect de hauts standards sociaux.

MR : Le MR plaide pour que des processus d'arbitrage adéquats puissent être introduits dans notre système politique afin que le pays puisse parler d'une seule voix et que l'on puisse trancher en cas de conflit entre entités. En matière de libre échange, le MR veut poursuivre la négociation et la signature de traités internationaux permettant de baisser les barrières douanières et les obstacles tarifaires. La Belgique doit rester une économie libre et ouverte. Cela ne peut cependant se faire que s'ils n'ont pas d'impact sur nos secteurs les plus fragiles comme l'industrie ou l'agriculture et à la condition que nos standards sanitaires, environnementaux et sociaux soient respectés. Ainsi, en matière d'agriculture, nous plaidons pour l'instauration de clauses-miroirs dans tous les accords de libre-échange. Il n'est pas normal que nos agriculteurs soient soumis à des normes sociales et environnementales très élevées et que les pays qui importent en soient exemptés. A défaut de pouvoir contrôler effectivement la traçabilité et la provenance des produits, il faut s'abstenir d'intégrer l'agriculture dans les accords de libre-échange.

Ecolo : Notre parti milite pour mobiliser la politique commerciale européenne comme levier pour entraîner nos partenaires commerciaux dans une transition écologique et solidaire. Ainsi, les accords commerciaux doivent s'inscrire dans une perspective de respect et de bonne mise en œuvre des traités environnementaux et climatiques et des conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail. Plus généralement, nous sommes en faveur de relations internationales fondées sur le respect et la promotion des droits humains et prenant comme boussole les Objectifs de développement durable (ODD). Très concrètement, le texte du traité Mercosur ne contribuerait pas, selon nous et sur la base d'une multitude d'analyses, à la réalisation de ces Objectifs. Ainsi, nous ne pouvons soutenir l'accord en l'état actuel. Sans évolutions substantielles, nous nous y opposerons tant au niveau européen que national.

PTB : Notre programme ne préconise pas l'élargissement de l'UE. D'autres questions, comme la lutte contre le *dumping* social, sont prioritaires. Nous vou-



L'UE, qui se présentait naguère comme une garante de la paix, se métamorphose en projet militaire, dans le cadre d'une dynamique de confrontation armée avec la Russie. Il y a dix ans, l'un des articles du dossier de couverture de Ensemble ! n° 83 était déjà titré : « Ukraine : une poudrière ».

⇒ Ions revenir sur les accords de libre-échange concernant les produits agricoles et alimentaires, tels que l'UE-Mercosur, l'AECG ou le traité avec la Nouvelle-Zélande. Tous les produits doivent répondre aux mêmes normes sanitaires et environnementales et nous devons défendre le principe de la souveraineté alimentaire. Il va sans dire que le PTB s'opposera à tous les nouveaux accords de libre-échange qui sapent les droits sociaux et la justice au sein de l'UE. Nous pensons que la Belgique devrait utiliser son droit de veto à des moments clés, comme récemment pour bloquer efficacement le nouveau cycle de mesures d'austérité de 27 milliards d'euros.

Les Engagés : Nous refusons de conclure des accords commerciaux sans une évaluation et une publicité effective sur leurs impacts à long terme, en ce qui concerne la sécurité des consommateurs, la sécurité alimentaire, le climat et les droits de l'Homme. Nous plaçons pour une approche prudente et équilibrée vis-à-vis des nouveaux accords de libre-échange, en tenant compte de divers aspects sociaux et environnementaux.

DéFI : Oui.

④ **Instaurer des droits de douane supplémentaires selon des critères sociaux et écologiques (les émissions carbone et les pollutions, par exemple) pour éviter les délocalisations et le dumping social ou écologique.**

PS : Le PS souhaite protéger les entreprises européennes à travers une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne au-delà des secteurs concernés par le mécanisme d'ajustement carbone actuel et favoriser la relocalisation en Europe des productions critiques pour la transition écologique et sociale.

MR : Le MR est favorable à la réindustrialisation de l'Europe et veut promouvoir le « Made in Europe ». A ce titre, nous sommes en faveur de l'inclusion dans le prix des biens et services du coût réel des externalités négatives, notamment environnementales. Il faut accepter de confronter chacun aux conséquences de ses choix de consommation. L'État pourrait ainsi imposer légalement, pour chaque produit vendu, l'obligation de faire connaître la quantité de gaz à effet de serre nécessaire à leur production, leur conservation, leur transport. L'État serait également chargé de réglementer sur cette base, comme il le fait pour la sécurité de la chaîne alimentaire en tenant compte de la composition d'un produit. En ayant la possibilité de prendre connaissance de l'impact climatique d'un produit, le consommateur peut agir en toute conscience.

Ecolo : Notre parti y est tout à fait favorable. Nous plaçons pour la bonne mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et à son élargissement pour garantir des conditions de concurrence juste par rapport à des produits étrangers aux standards de production sociaux et environnementaux moins exigeants. Nous sommes également favorables à l'instauration d'une

Pour le PTB seules les mesures garantissant des progrès sociaux, démocratiques et environnementaux seront acceptées

taxe aux frontières tenant compte de l'empreinte matérielle des produits afin d'éviter le *dumping* social et écologique.

PTB : Il n'y a pas dans notre programme de position concernant les droits de douane supplémentaires selon des critères sociaux et écologiques. Cependant, nous sommes intéressés par votre position et serions heureux d'en discuter.

Les Engagés : Nous soutenons l'idée de repenser le mécanisme d'ajustement aux frontières de l'Union européenne pour garantir que les biens importés respectent des normes sociales, environnementales, sanitaires et de bien-être animal similaire à celles appliquées aux biens produits en Europe.

DéFi : Oui.

(1) Le double taux d'intérêt fait référence à une politique mise en œuvre par les banques centrales qui vise à influencer les taux de prêt indépendamment des taux de dépôt afin de stimuler l'activité économique.

(2) Le principe établi par les textes européens est *lex loci laboris* : la législation applicable est celle du pays d'emploi. Ce principe est commun aux textes se rapportant au droit du travail et au droit de la Sécurité sociale.

Qui veut résister à l'Europe néolibérale ?

Accepter ou rejeter la gouvernance austéritaire européenne ?
Élargir l'UE ou le socle de protections sociales ?

Les réponses des partis politiques témoignent d'un malaise des partis de gauche par rapport à l'Union européenne et au caractère néolibéral de ses politiques. Ce caractère néolibéral ne pose pas de problème au MR. Le PTB s'y oppose frontalement, mais on peine à apercevoir comment il propose de traduire efficacement son « choix de la rupture » vis-à-vis de l'UE, si ce n'est en évoquant l'utilisation par la Belgique de son droit de veto, qui existe dans certains domaines de la politique européenne. Il en va de même pour le PS et pour Ecolo qui ne sont pas demandeurs de « ruptures » mais bien de réformes des politiques européennes. Ils peinent toutefois à convaincre qu'il s'agit d'autre chose que de vœux pieux qui masquent mal une capitulation effective. L'éphémère blocage du CETA par la région wallonne paraît avoir été un acte de résistance sans lendemains, qui n'a pas initié une rébellion structurée contre les politiques néolibérales de l'UE. Quant au débat sur l'opportunité de nouveaux élargissements de l'UE, il est quasi inexistant, y compris au PTB. Comme si cela pouvait être sans conséquences pour notre modèle social.

Beaucoup de « souhaits »
Seul le MR est inconditionnellement favorable à la gouvernance budgétaire européenne. DéFi et Les Engagés souhaiteraient un assouplissement qui en exonère les dépenses d'investissement. Le PS et Ecolo se disent favorables à une réforme de cette gouvernance et à modifier les missions de la Banque Centrale Européenne. Le

PTB indique qu'il s'oppose tant aux anciennes qu'aux nouvelles règles budgétaires européennes.

Concernant le détachement intra-européen de travailleurs, pour le MR, Les Engagés et DéFi, il n'est pas question de s'y opposer. Le PS propose d'imposer une série de balises : limiter la période de détachement classique en Belgique à six mois, soumettre les entreprises faisant appel à des travailleurs détachés à l'ensemble des conditions de travail applicables en Belgique et prévoir le paiement des cotisations de Sécurité sociale dans le pays de détachement. Ecolo ne répond pas à la question.

Engagés n'y manifestent aucune opposition. Le PTB indique que son programme « ne préconise pas l'élargissement de l'UE » mais ne dit pas qu'il s'y oppose. Le PS et DéFi semblent s'accorder pour conditionner les élargissements à une harmonisation sociale à la hausse. Mais comment entendent-ils faire valoir de telles exigences ? Sont-ils prêt à prôner des refus d'adhésion et des vetos belges, wallons ou bruxellois ?

L'idée d'instaurer des droits de douane supplémentaires selon des critères sociaux et écologiques semble recevoir un meilleur accueil. Le PS, Ecolo, Les Engagés et

Ils peinent toutefois à convaincre qu'il s'agit d'autre chose que des vœux pieux

Le PTB ne répond pas non plus directement à la question mais évoque l'introduction d'un principe de non-régression : « seules les mesures garantissant des progrès sociaux, démocratiques et environnementaux seront acceptées », sans expliquer comment ce principe devrait être appliqué.

Les réponses portant sur l'élargissement de l'UE révèlent des positionnements des partis qui ne correspondent pas directement au classement prévalant généralement sur l'axe gauche-droite. Le MR et Ecolo affichent des positions de principes favorables à l'élargissement de l'UE. Les

DéFi la partagent. Le PTB indique qu'elle ne figure pas dans leur programme, mais qu'ils la trouvent intéressante. Quant au MR, il ne s'y oppose pas ouvertement mais semble très flou dans ce qu'il est réellement prêt à soutenir : « l'inclusion dans le prix des biens et services du coût réel des externalités négatives, notamment environnementales ». Il est vrai que, menacés par la puissance industrielle chinoise, Trump et puis Biden ont pris, ces dernières années, des mesures pour protéger leur économie bien éloignées du dogme libéral du libre-échange que l'UE continue à prôner. **A. L.-M.**